



Ligue des Sacrifices Volontaires pour les Droits Humains et l'Environnement

LISVDHE

Rutshuru/Rubare. Rue du centre de santé.

Maison SHAURI. B.P 12 Gisenyi-Rwanda

Tél : +243 997094203, 994068726

Mail : lisdvdhe@gmail.com

LES PAYSANS AGRICULTEURS SANS ESPOIR

RAPPORT ANNUEL 2017

BELGIQUE:

C/O Anicet KATSUVA

Rue Alsace-Lorraine 33

1050 - Bruxelles/ BELGIQUE

Tél: +32467715272

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU NORD KIVU A L'EST DE LA RDCONGO

INTRODUCTION

Le Nord-Kivu est l'une des Provinces de la RD Congo, et où la situation de la promotion et la protection des droits de la personne humaine au cours de l'année 2017 est resté précaire. Zone qui été déclaré par la Monusco est l'autorité congolaise parmi les ilots de stabilité de la RDC. Il s'agit d'une zone prioritaire sortie des conflits armés identifiées par l'autorité avec l'appui de la Monusco.

Après un calme relatif au cours des années précédentes marquées par la chute du M23, le Nord-Kivu a revis l'insécurité généralisée, en 2016, année où les FARDC ont engagées ces hommes dans les opérations de la traque des groupes armés tant nationaux qu'étrangers au Nord Kivu.

Présente sur terrain au quotidien, en 2017, LISVDHE a eu à documenter sur la situation des droits de l'homme à travers ces missions de routines et ces cabines relais (cliniques juridiques) implantés dans la zone;

Ayant reçus des informations faisant état des violations des droits l'homme, commises soit par les groupes armés locaux (NYATURA: groupe armé ethnique près la communauté Hutu congolais, MAY-MAY MAZEMBE: groupe armé ethnique près la communauté Nande et Hunde), étrangers (FDLR), les Forces de sécurités congolaises et parfois par certains autorités de l'administration coutumière actif dans

la zone, cette situation s'est traduite par des des violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire, entre autre **les Kidnappings, des assassinats, des tortures graves, pillages nocturnes et diurnes, des incendies volontaires des villages entiers, des églises, rançonnements ,extorsions, des arrestations et détentions illégales arbitraires et irrégulières, coups et blessures volontaires** et enfin qui se soldaient souvent par **des déplacements de la population tant qu'intérieure qu'à l'extérieure** de la zone ou du pays; la pauvreté, des maladies et **des viols** n'ont pas épargnés les femmes et les enfants dans une partie du territoire de LUBERO où LISVDHE jetait aussi un regard de curiosité.

OBJECTIF DU RAPPORT

Faire connaître et comprendre les responsabilités des forces en présence actifs dans la zone enfin d'apporter sa contribution à la recherche de pistes des solutions juste en fournissant quelques recommandations aux décideurs congolais.

METHODOLOGIE

Dans l'objectif d'avoir les informations fiables, LISVDHE avait recouru aux pratiques ci-dessous:

- ✓ Observation simple
- ✓ Entretiens avec les familles des victimes, les victimes, les Co-victimes, les déplacés internes fuyant les atrocités et les notables locaux de la zone,
- ✓ Revue documentaire.

ANALYSE GLOBALE DE LA SITUATION

a) SITUATION POLITICO-SECURITAIRE ET ADMINISTRATIVE

La situation politique au cours de l'année 2017 dans la province du Nord-Kivu n'avait pas échappé au contexte national. A Rutshuru, Goma, Beni, Butembo, Kasindi... il a été constaté que la liberté de la manifestation à caractère politique ou revendicatrice

n'avait pas été garantie car cette situation était caractérisé des répressions avec un usage des forces disproportionnelles et des arrestations visiblement arbitraires.

Loin de la répression des manifestations, l'ingérence passive de l'autorité s'est fait remarquée. Les autorités administratives, policières et politiques locales de certaines villes et localités n'ont pas su s'acquitter de leurs obligations tant positives et négatives comme il est attendu. Pour ce faire parfois aucunes mesures de protections n'ont été prises au cas où leurs besoins se déclaraient. Dans la localité de KAKO et RUGARI par exemple, en territoire de Rutshuru où les animateurs de l'administration coutumière de ces entités se sont transformés en Officiers de polices judiciaires en mettant des paysans dans des cachots des polices pour des faits bénins qui ne constituent (pas des infractions) et conforme à la loi congolaise. Citons par exemple ces deux petites illustrations:

- C'était vendredi en date du **8/12/2017 à 9h00** mes dames KAHINDO ANA et NOELLA toute habitante dans la localité de KAKO en Territoire de Rutshuru se sont vus interpellée puis amenées vers la résidence de Madame NDUMENDE ADELA épouse du chef de la localité de Kako par Monsieur BAHATI NYAMWASA soit disant président de la jeunesse près la localité de Kako.

Aussitôt arrivées à la résidence du chef de localité de Kako, le deux dames ont été soumis à un interrogatoire musclé tout à les accusant d'avoir parlées du mal à propos de l'épouse du précité chef de localité. Quelque heures plus tard le précité président de la jeunes les ont passées aux coups de fouées pour quelle s'avouent coupables, puis se sont vu acheminer au bureau du chef de la localité où ils ont été imposer à verser une chèvre et un bidon de la boisson locale à donner au chef sans autres formes de procès. Le chef de localité aurait refusé ces soit disant amendes les qualifiant d'insignifiantes et les remettra aux pauvres propriétaires, Deux jours après sous son implication personnelle, les victimes se sont vu interpellée encore une fois par les éléments FARDC actif dans la localité, ici madame KAHINDO ANA pour se

libérer aurait payé un montant de 2000 Franc congolais et par manque de caution demandé, Madame NOELLA avec son bébé avaient été transférées au cachot près police de la Légion d'intervention rapide à RUBARE où était libéré après trois jours de détention par le capitaine SONI, avait déclaré à LISVDHE un des membres de la famille de la victime».

- Ce **06/12/2017 vers 13h00** Monsieur NDAYAMBAJE SEBITERI âgé de 34ans résident à RUGARI, cultivateur de son état s'était vu arrêté détenu au cachot de police nationale congolaise sous commissariat de RUGARI par le chef de groupement de RUGARI pendant 3jours, ce dernier reprochait à la victime le fait de n'avoir pas donné quelque bouteille de la bière locale après lui avoir réconcilier avec sa femme à un conflit conjugal qui lui opposait avec sa femme, après un intervention téléphonique avec le précité chef avec LIVDHE, monsieur NDAYAMBAJE avait été libéré ce **09/12/2017 vers 18h20** »
- Ce **25/10/2017 à RUGARI vers 6h00**, Madame N'RAHABIMANA Joséphine, mère de 4 enfants s'était vu victime d'une arrestation et détention illégale et irrégulière au cachot de PNC SCIAT de RUGARI pour faute d'avoir une dispute avec les membres de la famille de son mari qui était partie à Ouganda il y a à peine 3ans, et cela à propos des champs lui laissé par son mari et que ces familiers voudraient ravir par la force ces champs à la pauvre dame, après une entretien téléphonique avec le précité chef avec LISVDHE, la dame avait été libéré vers 16h00 pour ne cité que ces petites illustrations »

SUR LE PLAN SECURITAIRE

Dans le territoire de Rutshuru en **2017** a été caractérisé par une montée en puissance de l'insécurité, les infiltrations présumés de certains éléments du M23 en passant par la localité de KALENGERA, NYABIREHE, BIRUMA, TONGO ce **18/02/2017 vers 5h00** du matin en provenance de l'Ouganda vers le territoire de MASISI ayant à leurs Tête le Col MBONEZA dont leurs destination finale n'est pas connu jusqu'à nos jours, situation qui s'est soldées par:

Les Assassinats, arrestations arbitraires, détentions illégales, Tortures et incendies des villages.

- **Le 1/11/2017** vers 7h30 dans le **Village de LUSULI**, Monsieur **KATEMBO MULWAHALI** un des **Notables** du milieu du Tribu Nande, d'une quarantaine d'âge a été retrouver **assassiné** dans le champ de son voisin. Les présumés auteur de ce forfait sont des présumés NYATURA allié aux FDLR,
- **Vers 16h30**, dans le même village LUSULI, pour un règlement de compte, sous les yeux impuissants des agents de forces de sécurité sur place, les éléments **MAI-MAI MAZEMBE** sont arrivés dans le milieu et y ont capturés **5 personnes** présumés appartenir à la tribu HUTU dont leurs identité et destinations restent un mystère ;
- **Vers 19h30**, dans un même scénario de se payer le prix au camp de la communauté adverse, les éléments **NYATURA alliés aux FDLR** accusés d'être la source du premier meurtre et source du conflit, sont revenus et pour manifester leur colère, ont **incendié une vingtaine des maisons**, y compris une **Eglise de la Communauté Baptiste en Afrique centrale C.B.C.A** en sigle communément appeler CBK, Eglise fréquenter majoritairement par des NANDES. Par crainte de représailles, cette situation à provoqué un déplacement massif de la population locale des deux Tributs chacun dans sa direction où ils supposaient avoir protection par les siens ce Mercredi 02/11/2017. Cependant, au cours de ce déplacement, certains se dirigeaient à KIWANJA, Rutshuru centre, NYANZALE et d'autres à KABAYONGA. Cette situation se passait encore une fois sous la barbe des forces de sécurité en place.
- Dans la nuit du **27/11/2017** vers 20h00', Mr. **NDIHANO BIRIHANZE**, âgé de 40ans, père de 8 enfants, cultivateur de son état, petit acheteur des haricots et petit commerçant d'articles divers du quartier Kigarama à Rubare, habitant de RUBARE à KAGARAMA a été visité par des personnes armées. Ces derniers venaient l'enlever pour le kidnapper en vue de demander une rançon d'argent. L'ayant demandé de sortir de sa petite boutique, il a résisté à leurs

injonction. Cependant, ces malfaiteurs déçus, l'ont assassiné dans sa petite Boutique et lui abandonné cadavre jailli par terre. Ces assaillants en tenues civiles ont été soupçonnés de faire éléments du groupe armé local NYATURA.

Situation qui a provoqué une vive tension entre les forces de sécurité (Police et FARDC) et les proches de la victime vers 3h00' du matin, cet événement s'est transformé à une manifestation improvisée et en un jeux de pierres. L'armée FARDC et la PNC qui tentaient de maitriser la situation, s'était contredit de leur idéal par des tirs grenades lacrymogène et de balles réelles adressées à la population locale qui voulait manifester sa tristesse et colère vis –à – vis de l'assassinat du précité, et voulant dénoncer autres cas de kidnapping des personnes sous un regard impuissant des forces de l'ordre et de sécurité locale. Malgré disproportionnellement réprimée, et pour achever leurs objectif de montrer à la face du monde de quoi ils souffrent et de quoi ils revendiquent comme droit (droit à la sécurité et à la protection), les manifestants ont creusé un grand trou profond sur le pont de la rivière KIHUNDE, et cela pour leurs permettre à paralyser toute les activités et circulations sur la route GOMA – KALENGERA – KIWANJA – RUTSHURU et les deux Quartiers de la cité de RUBARE CENTRE et KIGARAMA. Mission réussie, cette situation aurait bloqué la circulation routière entre GOMA et le Territoire de RUTSHURU pendant 3heures de temps. Il faut rappeler que de leurs manifestations, et l'issu des chansons et paroles lancées, ces derniers exigeaient la relève immédiate des forces de l'ordre affectées dans la zone pendant plusieurs mois, et qui aucun bilan positif sur la sécurité du milieu n'a été observé. Voir particulièrement des situations des kidnappings et assassinats plus récurrents et demeurant pour défis à relever.

- **Le 04/11/2017**, un vendredi à **KATOLO** en Chefferie de **BWITO** vers la nuit les présumés **NYATURA alliés aux FDLR** sont venus et ont incendié plusieurs maisons déclare un habitant à nos Enquêteurs et ils ont réussis à **assassinés7 personnes** dont :

– MUMBEREMBUTA

- KASEREKABEENI
- MUHINDOKASIKA
- MUHINDOKANEFU
- MASIKAIVAYE
- MAMAALI
- MBUSA ISSA

A RUHARANGE/KANYABUSORO

- Ce **22/11/2017** vers 23 heures, les villageois de ce milieu ont été victimes du pillage systématique par des hommes armés non autrement identifiés mais en arme soupçonné de faire partie au groupe armé NYATURA. Ces derniers ont profité de l'absence notoire des Forces de sécurité dans le village. Rappelons que sur ce lieu, aucun élément militaire FARDC n'y a jamais été affecté pour prêter sécurité du peuple. Ce qu'on observe même l'absence de l'Etat. Ces mal-francs portaient des armes rudimentaires fabriquées par eux – mêmes, l'avaient déclaré à notre équipe d'enquêteurs certains villageois du village. Ici, ils en sont sortis victimes:
 - Le pasteur SEBIKARI, tous ses biens emportés
 - NINIYA et sa fille passaient aux coups des fouets,
 - HAGUMA: **20.000FC** emportés et son épouse aurait résisté aux tentatives du viol. A moindre brutalité leurs infligés, ces assaillants avaient pris fuite laissant à la dame la veste de l'un d'eux et cette fausse arme en fabrication artisanale qu'ils servent pour intimider les paisibles citoyen.
 - MITONGO SERUMVERI, s'est vu dépouillé de son panneau solaire ainsi les cahiers de ses enfants qui sont encore à l'école. Par crainte des représailles régulières, et la

population se sentant trop abandonné à la merci des malfaiteurs, s'était décidée de fuir le milieu pour ne se diriger que vers les localités relativement calmes comme KABAYA, KALENGERA, KAKO, RUBARE.

- Ce **23/11/2017 vers 9h00**, quand ils se rendaient au champ, Monsieur KASEREKA MALIRO âgé de 42 ans cultivateur de son état, son épouse Madame KANYERE ZAWADI âgée de 34 ans et leurs Fille KANYERE KIPULI Nelly âgée de 12 ans ont été assassinées et subit des mutilations corporelles par les éléments FDLR-RUDI à KIBIRIZI.
- Aux environs des mêmes heures, de la même journée du **23/11/2017** au même lieu, l'assassinat de Monsieur NGULU MATHENDA Faustin âgé de 60 ans cultivateur de son état et son épouse Madame KAHINDO KAHALAGI Henriette âgée de 48 ans tous habitants de KIBIRIZI en Territoire de RUTSHURU quand ce dernier aussi se rendaient à leurs champs.
- Signalons que les lendemains du drame, ce **24/11/2017 Vers 7h00**, La famille de Madame KAVIRA KAVINYWA née dans les années 1966 aurait alertée le contact du cabine relai de la LISVDHE place à KIBIRIZI sur la disparition de cette dernière avec sa fille CHANCE BANTU née aussi dans les années 1931 ; Aussitôt informer, LISVDHE à travers sa direction des plaidoyers a informé à son tour le Délégué du Gouverneur de la Province du Nord Kivu résident dans la zone, ce dernier a directement demandé aux FARDC et une équipe des volontaires parmi la population locale de mener des recherches dans la brousse pour retrouver les disparus, malheureusement grande a été leurs surprise d'être réponsus par un silence inquiétant devant les habits des victimes; les deux personnes restes toujours introuvables jusqu'à nos jours.
- Ce **31 Novembre 2017 de 18h00 à 23 h00**, à RUGARI, une position des FARDC a été attaqué par des hommes armés soupçonnés éléments NYATURA un groupe armé affilié à la communauté Hutu qui provenaient dans la partie SUD de la localité de RUGARI vers le Parc National de VIRUNGA. Dans ces attaques, la population civil en aurait payé le prix de cette insécurité

où Madame KAJARWA LIBERATA âgé de 50ans, cultivateur résidente dans ma même localité a été atteint par une balle au niveau de la tête à son domicile et a succombée sur le champ,

Pour se débarrasser de leur victime, ces derniers ils l'ont dit d'allé se faire soigné d'abord et puis il reviendra après deux jours pour vérifier qui aurait emporté ces biens.

- Ce **31/11/2017**, Monsieur MUJINYA BEBE âge de 30ans cultivateur résident à RUGARI a été aussi atteint par balle au niveau de l'abdomen, ayant manqué des soins de secours cette nuit, ce dernier est fini aussi par rendre son âme faute de ces blessures. Dans ces mêmes événements, Messieurs NCHIMIYE KUTURA et BEYA MAMANDA tous cultivateurs de leurs états, et âgés de 25 ans et 23 ans, ils en ont sortis victimes des blessures graves des balles qui leurs avaient atteint l'un dans la tête et l'autre dans ses fesses.
- Ce **31 Novembre 2017** dans le Tronçon KALENGA- BIRUMA, Monsieur COSMA MALUMALU agent MSF-France s'est vu retiré sur sa moto par des hommes armés non identifiés quand ce dernier quittait GOMA vers KIWANJA. Séquestré de ces covoyageurs sur sa moto, ce dernier a été abattu par balle par ces bandits. Ces auteurs restent introuvable jusqu'à nos jours.
- Ce **31 Novembre 2017** à **KABAYA-RUMANGABO**, Madame FATOU ressortissante de SAKE a été tuée par balle par son concubin militaire FARDC au grade du Sergent des unités basées au Camp de RUMANGABO, suite à une dispute d'argent, la victime a été enterrée au même lieu et l'auteur est aux arrêts au camp militaire de RUMANGABO où il risque d'être relaxé sans que justice soit rendue.
- A **KANYABUSORO** dans le KISIGARI à une **dizaine de kilomètre du camp militaire de Rumangabo**, ce **13/12/2017** vers la nuit, douze maisons ont été pillés par des hommes armés soupçonnés être des NYATURA, avaient emportés **23 chèvres, 7 moutons, téléphone** et argent sous la barbe d'une petite équipe des policiers qui y sont affectés.

- **A KANYABUSORO** en groupement de KISIGARI à Territoire de RUTSHURU, ce **16/07/2017**, Monsieur VINCA MBANDA RUVUDUKA a été tué par balle par des hommes armés non identifiés. Son épouse, avait été aussi blessée par balle et a été dépêchée à l'hôpital de Ntamugenga pour des soins. Il faut rappeler que faute de ces genres d'exactions, et le peuple s'était vu délaissé par le commandement cette unité qui était bien informé, un exode s'y était observé .Ceci s'était illustré par le fait que plusieurs familles s'étaient déjà vues déplacés tant qu'a l'intérieur qu'extérieur du pays fuyant ces exactions dont elles ont été victimes au quotidien. Le village tend se vider de ses habitants ; Tel est le cas de MATHIAS NZAMPONIMPA, NZABARAMYE KARONKANO, SEBIKOKOKA, GASIGWA MUNYAMIHANA dit colonel, YOVITA TEGERA, GAFURURA MISHUMO qui ont changé de village, et XAVIER KARADURADURA qui est actuellement réfugié en Ouganda à KAMWENGE.
- Avant de clore sur cette situation, permette-nous de vous parler aussi du cas des épouses de Monsieur NDUNGUTSE qui ont été victimes **d'arrestations arbitraires extorsion d'argent**. Sa première épouse, Mme CHARLOTTE a été arrêtée et déposée au cachot de la police nationale congolaise sur place. Ses haricots ont été aussi emportés. De crainte, sa deuxième et ses enfants ont pris fuite en brousse où ils vivaient plusieurs heures. De cette fuite non programmée et imposée, sous poursuites des éléments militaires en brousse, son enfant était tombé du dos de sa mère et a été grièvement blessée. Ramassé par des passants ; il a été déposé au poste de police. Abandonnée à son triste sort, cette dernière était terriblement blessée.

KIDNAPPINGS

- ✓ **Le 06 /11/2017** Monsieur **DODI** cultivateur-éleveur de la place, après une semaine de captivité par les Kidnappeurs armés supposer être de NYATURA dans son champ de KANYISHONGO en Groupement de BWEZA ,ce dernier a réussi s'échapper à leurs mains au niveau de MABENGA dans le Parc National de Virunga après avoir déboursé un Montant de 500 dollars

américains sur 15 000dollars américains demandait comme rançon sans aucun suivi des forces de sécurité.

- ✓ ce **21/11/2017** Monsieur TUSHIMANA NTACHO âgée de 31 ans dans la localité de KARWA en Territoire de Rutshuru entre les Groupements BWEZA et KISIGARI a été kidnappé par des inconnus, son corps sans vie a été retrouvé jeter dans une rivière de sa localité ce 22/11/2017, la Police locale avait dit avoir ouvrir des enquêtes après l'inhumation de la victime,
- ✓ Ce **15 /09/2017** à **NTAMUGENGA** en groupement de **BWEZA** un prêtre du nom de KASEREKA KANEFU Jean de Dieu avait été kidnappé par des hommes armés en tenue civile soupçonnés être de NYATURA vers 23h00 au domicile de son père après une célébration à une messe de la commémoration du centenaire de l'anniversaire de son père, ce dernier avaient emporté le téléphone cellulaire de sa grande sœur une religieuse aussi pour s'en servir pour demandé une rançon. Ce **16 /09/2017** après versement d'une rançon de 4200 Dollars américain, le prêtre a été abandonné dans la brousse par ces ravisseurs.
- ✓ Ce **28/09/2017**, Monsieur KAKULE ISEVIHANGO Sylvain âgé de 20 ans, cultivateur résident à KIRUMBA a été intercepté sur sa moto et puis kidnappé par des hommes armés en tenue civile au niveau de **BUSESA** entre la localité de **MIGHOBWE et KIRUMBA** en territoire de **LUBERO** quand ces derniers voudrait se rendre au deuil de son familier, après jours de captivité, après un versement de rançon d'un montant de **1800 dollars américains**, monsieur SYLVAIN s'était vu abandonné au niveau du parc national de Virunga près de **KANYABAYONGA** .
- ✓ Ce **28 Novembre 2017** RUBARE CENTRE, vers 18h00, alors qu'il vendait dans sa boutique, le petit commerçant en personne de Monsieur MATETE été retiré dans sa boutique par les hommes armés non autrement identifiés vers une destination inconnu jusqu'à nos jours sous la barbe de la police locale qui est campé à une cinquantaine de mettre du lieu de cet ignoble

action. Se sentant abandonné par les services de sécurité, la famille et les amis de la victime se sont mis à rechercher du leur dans le Parc national de Virunga, par surprise ils se sont vu tombé à un Corps sans vie dont on ignore l'identité ni le mécanisme de la mort de ce dernier. Informant les services de sécurité, ces derniers restent insensibles jusqu'à nos jours. C'est-à-dire aucun effort n'est aménagé pour enquêter sur ces faits. Rappelons qu'en revanche, que pour le cas de Monsieur MATETE ni pour le cas du corps retrouvé aucun ravisseur n'a été identifié et aucune enquête n'ait été ouverte pour en dénicher jusqu'à nos jours.

USAGE EXCESSIF DE LA FORCE

A RUTSHURU/RUBARE le 7/11/2017 Face à l'assassinat d'un petit commerçant de RUTSHRU à RUBARE jeunes faisant partie à la population locale ont voulu manifesté pacifiquement leurs mécontentement, ils ont réprimés violemment par les forces de l'ordre, arrêtés et détenus au cachot de la PNC RUBARE; dont leurs noms suivent:

- 1) ANTOINE MAGHESE
- 2) KADOGO MAJENDA
- 3) FABRICE MAGURU
- 4) TUTU
- 5) BAMPE
- 6) SEMASAKA
- 7) GRACE
- 8) DARASA NICOLAS
- 9) SUMAILI MUGASA
- 10) CLAUDE SIMPENZE

Deux heures après une concertation entre les défenseurs de droits de l'homme, la PNC et les Notables locaux, tous ces jeunes ont été libérés et la situation était redevenue relativement calme.

A RUTSHURU CENTRE et KIWANJA, la restriction de la liberté de manifestation, arrestation et détention illégale **ce jeudi 09/11/2017** par la Police Nationale Congolaise Commissariat Principale de District de RUTSHURU **des 14 activistes de la société civile** dont les noms suivent :

1. HERITIER GASHEGU

2) JUSTIN BIZIMANA

3) BIZIMUNGU Elias

4) Christian UTAYATONDEWE

5) NSENGIYUNVA Innocent

6) MUSABYIMANA MUNYARUSHAGO

7) ISMAEL SAFARI

8) Christophe RUHISO

9) Jean Damascène BAZIYAKA

10) Apollinaire NTAMAKEMWA

11) PATRIC MUSEKURA

12) MAURICE IYAMUREMWE

13) MUSAVULI KAMBALE

14) MASHENGESHO FAUSTIN de RUTSHURU CENTRE et KIWANJA qui voulaient manifester devant le bureau du Territoire contre les multiples actes de Kidnapping qui restent jusque là impunis, Ces derniers ont été libérés ce 11/11/2017.

Les extorsions

1. A RUGARI en territoire de Rutshuru le **26/11/2017**, vers 01h00' du matin, plusieurs maisons ont été illégalement perquisitionnées par des éléments FARDC affectés sur le lieu et plusieurs personnes ont été arrêtées. Certaines d'entre elles restent toujours entre de croupir en détention, et cela dans le cachot du camp militaire de RUMANGABO où leurs proches n'ont aucune nouvelle à propos de détenus, ils n'ont aucune autorisation de les visiter. Ces

derniers sont délibérément soupçonnés d'être des collaborateurs des éléments d'un groupe armé tribalo – ethnique proche de leur Communauté appelé NYATURA; groupe qui opère nuitamment à petit seigneurs en extorquant à la population locale 1000FC par ménage.

Parmi ces personnes en détention, il faut citer le cas de :

- 1) BOSCO KANYENYEZI
- 2) SETI SIBIKIMA
- 3) BASEME KAREMA

A RUVUMU dans le KISIGARI, ce 21/12/2017 au petit matin les personnes ci-après

- 1) Mme BEATRICE : **5000 franc congolais**
- 2) Mme DADA : **5000 franc congolais**
- 3) Mme GASAGI : **5000 franc congolais** ont été victimes des extorsions de la part des hommes armés identifiés comme des éléments **FARDC de 3416 régiment** Commando Force Be. De surveillance et couverture actif dans la zone basé au champ de Rumangabo qui accuseraient les victimes le fait de ne pas avoir un jeton justifiant leurs participation à un travail communautaire appelé communément Salongo alors que en réalité c'est un travail forcé imposé aux paysans par ces derniers.

Ce 25/11/2017 dans les villages RWASA, RUHARA, NGENDA, KATWIGURU et KINYANDONI dans le Tronçon KIWANJA- NYAMILIMA- ISHASHA plusieurs barrières y ont été érigées par les éléments **FARDC** du **3412eme régiment**, ces derniers soumettent la population locale à des taxes illégales d'un montant :

- **200 Franc congolais** chaque passant ayant de petit colis sur moto, vélo, Trottinette (chukudu),
- **100 Franc congolais**, chaque paysan agriculteur traversant la barrière en direction des champs, en défaut cela, le paysan est obligé de donner une partie ou quantité des produits des champs.

- Aux commerçants des petits bétails à direction d'un marché ; ils sont obligés de payer **500 Franc congolais** par tête à chaque passage d'une des barrières,

A **NGWENDA, KISEGURU et KATWIGURU**, dans ces villages les **FDLR**, les **NYATURA** et autres **Mayi Mayi** ont toujours exigés aux agriculteurs avant d'accès à son champ mesurant plus au moins **1 hectare** un montant de **8000 franc congolais** et à chaque récolte il faut donné **20 kilogramme** à chaque produit du champs.

LISVDHE a eu à localisé les zones champêtres où les **FDLR** contrôlent :

- La zone champêtre de **NGWENDA** est sous contrôle d'un **Colonel FDLR Monsieur GAVANA**
- La zone champêtre de **KATWIGURU** est sous contrôle du **Colonel DANYE**
- La zone champêtre de **KISEGURU** est sous contrôle du **Major RUKOKOMA** ces derniers soumettent les pauvres paysans à un travail forcé dans leurs champs chaque lundi qu'il appel abusivement travail communautaire dit **Salongo** qui est sanctionné par un **Jeton** ; tout contrevenant est condamné à payer un montant de **500 FC** ou carrément interdiction formelle d'accès aux champs.
- Ce **25/11/2017** Monsieur **BUCHENDORE Faustin** vendeur de la viande résident à **KISEGURU dans le BINJA** en territoire de **Rutshuru** avait été victime du torture grave et une extorsion d'un montant de **80.000 franc congolais** de la part du **Major RUKOKOMA commandant FDLR** actif dans la zone, faute d'avoir accédé à son champ sans avoir demandé autorisation préalable à ce dernier .
- Ce **11/11/2017**, Monsieur **DIDIE KWIBESHA** s'est vu ravis de son téléphone sans autres formes de procès par un élément de **FARDC** unité commando actif dans la localité,

- **Ce 18/11/2017**, Madame POLLINE SEBYENZA s'est vu arrêtée et torturé psychologiquement par un élément FARDC commando en coud de chemin quand cette dernière se rendait au champ, pour recouvrer sa liberté l'innocente s'est vue extorquée d'un montant de **10.000FC**,
- Ce **31/07/2017**, nous avons reçus Monsieur NDUNGUTSE NTEGERA habitant de **RUVUMU/KISIGARI** à notre clinique juridique. Celui-ci, nous a déclarés qu'il est victime d'une poursuite illégale et autres bavures indécélables lui perpétrées par les éléments FARDC/Commando issu de la position militaire de RUVUMU qui était chapoté par le capitaine DELPHIN. Cette unité est le détachement du régiment basée au camp militaire de Rumangabo. Ces derniers le reprochait d'avoir souvent allumé les lampes de son panneau solaire toute la nuit, lampes qu'ils assimilées à des éclaires des lampes torches. En large, c'était en date du **30/07/2017** vers **04h00** du matin, que Monsieur le précité à aperçu les éléments **FARDC/Commando** venir chez lui la nuit. De leurs arrivé dans sa parcelle, ils l'ont appelée. Voulant s'enquérir de qui ils étaient, ils avaient cassés la porte pour s'introduire de force dans son domicile. Ici, sans lui demander quoi qu'ils se soient adonnés à la tabasser. Et pout tenter de sauver sa vie, s'est arrangé de s'échapper d'eux par prendre la fuite. Ainsi l'ayant raté, sont retournés après avoir emporté **téléphone et argent**. Le lendemain matin, les mêmes éléments sont revenus dans la parcelle. Ils ont retirés les ces **panneaux solaires** de la toiture de sa maison et sont encore introduit du domicile de celui-ci, où ont retiré sa machine à coudre, deux cent dollars américains et deux milles francs congolais (**200\$ et 2000 FC**) et un sac de haricots qu'ils avaient réussi à emportés. Il faut rappeler, que ces actions ils n'étaient pas satisfait. Cependant étaient encore revenus ou ils avaient à emporter encore deux valises d'habits, un téléphone et plusieurs autres biens. Voulant se dédouaner de ce vol d'habits, ils sont allés jeter la jaquette de celui-ci au bureau de la police. Et c'est qui constituerait une preuve de toute les actes leurs reprochés. N'étant pas fatigué, ils étaient parvenu à étendre leurs actions à tout membre de la famille de celui-ci. Pour ce faire, son Frère YOVITA NTEGERA a reçu ces derniers à son domicile. Ces derniers, l'ont aussi administré des coups et

torturé. Pour se libérer de ces différentes violations de ses droits et d'une arrestation purement arbitraire, il a été contraint de donner **20\$** et **2 poules**. Pour ne citer que ce qui est relaté ci-haut, il dire que de leurs routes, les mêmes éléments s'étaient adonnés à contrôler les jetons de soit disant salongo autrement dit des **travaux forcés**. Pour ce faire, à la recherche des personnes, plusieurs domiciles ont été également perquisitionnés et plusieurs personnes ont été **arbitrairement arrêtées**. Tel serait le cas de KACHUMU, Fils de BIZEYI qui a été tabassé et a été hospitalisé à un poste de santé de SHANGI, Cas de Mme NDAGIJE MUNYAMIHANA après avoir **tué son chien et perquisitionné son domicile**, elle a été arrêtée et amenée à la position des dits éléments FARDC. Monsieur ATHANAS qui a été ravis de ses **haricots** après qu'il ait **torturé** par les mêmes militaires, JEAN MARIE SEBUCHINGANDO qui a été **tabassé** par ces mêmes éléments.

- Ce **19/11/2017** Monsieur JANVIER BAREBERAHO est passé à coups des Fouillés par un élément militaire FARDC commando actif dans la Zone, faute d'avoir refusé de transporté par force un sachet contenant une cuvette des haricots appartenant.
- Ce **20/11/2017**, toujours à RUVUMU vers 9h00', Mr NSHIMIYE KISEKEDI, agriculteur résidant dans le même village, qui ayant aperçu le militaire s'orienter vers lui, et faisant allusion aux actes de barbarie que commettent les militaires FARDC dans ce contrai, il avait pris fuite. Et faute de cela, le militaire ne sachant qu'il confirmait cette crainte de la part de la population contre les FARDC, l'avait poursuivi et l'a arrêté. Pour se libérer de lui, l'innocent citoyen a été victime d'extorsion d'un montant de 40.000FC, une poule et puis passer aux coups de fouets par un élément FARDC du même régiment affecté dans ce village. Constatant ces violations citées ci – haut, LISVDHE est parti prendre langue avec le commandement des FARDC basés et contrôlant militairement RUVUMU le Mardi **21/11/2017** pour lui parler de cette situation. Insensible aux revendications de la population qu'il prétend sécuriser, aucun changement n'est observé et la situation reste la même. Il est à signaler que chaque Mardi et Vendredi journées du marché à KABAYA, ces militaires du

même régiment, ravissent argent, téléphone et produits vivriers à tout paysan se dirigeant vers ce marché en provenance de leurs villages s'ils le rencontraient en cours de chemin.

- **A RUGARI, ce lundi 11/12/2017 vers 16h00 à 17h00** des hommes armés en armes à feu habillés en tenues militaires FARDC soupçonnés comme des éléments Gouvernementaux basé dans la zone, ont fait des incursions dans plusieurs maisons entre autres nous pouvons citer, appartenant à
 - Monsieur EMMANUEL NGAYABARIKA agriculteur paysan résident à Rugari,
 - Monsieur NSENGIYUNVA SEBITERI agriculteur paysan résident à Rugari,
 - Monsieur NTARUBYARIYE agriculteur résident à Rugari pour ne citer que cela.

A part les pillages des téléphones, haricots argent et autres biens de valeur des pauvres paysans emportés par ces bandits, Monsieur NTARUBYARIYE avait reçu une balle au niveau de sa jambe, la victime aurait poursuivi les soins médicaux à l'hôpital de référence de RUTSHURU,

Dans les mêmes circonstances, dans la même Localité au même moment, Monsieur NSENGIYUNVA lui, a été blessé au niveau de son oreille par l'un de ces ravisseurs quand il les a poursuivis où ils campent tout en réclamant de lui retourner les biens pris.

A NKOKWE, RUVUMU et RUHARAGE tous villages du Territoire de RUTSHURU, et tous situés à quelques kilomètres du camp de Rumangabo et à une dizaine de kilomètres de la réserve des Gorilles de Montagne à BUKIMA à la frontière Congo – Rwandaise en groupement de KISIGARI; Ce **12/11/2017**, vers 6h00' du matin dans le Village de RUVUMU, où Monsieur MPFUFUME, agriculteur et habitant du même village, s'est vu menacé à mort par Un élément FARDC de la **306ème Régiment** infanterie qui le chef hiérarchique de Cette unité militaire est basée à RUMAGABO. Celui ci, pour exiger à ce paisible citoyen de donner tout ce qu'il avait sur lui,

(argent&téléphone) il a tiré des balles réelles à l'air pour lui contraindre de donner 20000FC qui avait dans sa poche, chose qui était faite sans autres formes de procès.

Pour ne citer que cela, signalons aussi les cas **d'extorsions des haricots et taxe illégales des Montant de 100 Franc** Congolais à tout passants en pied et **200 Franc** Congolais aux transporteurs en vélo et Trottinette appelée CHIKUDU venant de leurs champs à **KANYISHONGO, KAKONDO** dans le Groupements de KISIGARI et **BWEZA**, et cela par des éléments FARDC de la Position basée sur le Tronçon **KAKO-CHUMIRWA-NTAMUGENGA** en Territoire de RUTSHURU. Cette situation reste jusque là d'actualité malgré les multiples dénonciations de la population auprès des autorités compétentes.

Ces mêmes faits, ont été signalé aussi à **VUTSOROVYA** et **KASEGHE** dans le **LUBERO** ce **25/11/2017** où les **FARDC** y ont érigés des barrières pour y extorquer **500 franc congolais** toute personne en moto ou en vélo et extorquer des téléphones et tout ce se retrouverait en poche d'un paysan en pied.

A RUVUMU dans le **KISIGARI** ce **22/12/2017** pendant la journée, Monsieur **KAVOVO** agriculteur paysan de la même localité est passé aux coups de fouées et extorquer d'une poule et d'une cuvette du riz faute de n'avoir pas donné les bois de chauffage lui exigé par un élément FARDC du régiment actif dans la zone.

A RUVUMU Toujours dans le **KISIGARI** ce **20/12/2017 vers 17h30**, Monsieur **BAHATI KOSIMA** qui gardait son troupeau des vaches à qui ont avait demandé ces pièce d'identité et jeton de recensement, après les avoir présentés, il connu des coups mortels de la part d'un élément FARDC actif dans la zone faute de n'avoir pas donné l'argent à ce dernier, Monsieur **BALTAZAR KAJAGARI** avait subi le même sort de la part de même élément.

A KANYABUSORO dans le **KISIGARI** précisément dans le **village CHARWIKI** ce **17/12/2017** Quatre éléments armés identifiés comme des FARDC actif dans ces localités mais basé à **BUGINA** ils ont exigés une rançon des vivres soit deux cuvettes par paysans dont :

- 1) Monsieur **BUSUYU MAKWANDI** : deux cuvettes des haricots

- 2) Monsieur DIYONZI RWAGIZE : deux cuvettes de la Farine de manioc
- 3) Monsieur SEBIHINZI MUKANGANE : deux cuvettes des haricots
- 4) GASABA : une cuvette de la farine de manioc et une de haricot
- 5) SEBUNANI : une cuvette de haricot et une somme de l'argent avaient été parmi les victimes.

SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

La situation socio-économique dans la province du Nord-Kivu juste à l'Est de la RDC, reste alarmante suite à la manque de la libre circulation de la population; les déplacements massifs et réguliers vers les zones supposées sécurisées et cela tant à l'intérieur qu'à l'extérieure de la province et du pays suite à la fuite des atrocités persistantes, provoquent la non scolarisation de certains enfants ,

La détérioration de la route de Goma–RUTSHURU-LUBERO demeure défi à relever par le gouvernement de la République,

Dans le territoire de Rutshuru, la pauvreté est au rendez-vous et qui du reste ne cesse d'exposer certains enfants à la malnutritions. Telle serait l'oeuvre des FDLR, NYATURA, MAYI-MAYI voir meme des FARDC interdisant la population tout accès à leurs champs et qui y règnent en maitre. Il y se sont transformés en concessionnaires des champs de la population qui n'y eut plus accès, alors que la population du Nord-Kivu et du territoire de Rutshuru est à vocation agro-pastorale. LISVDHE serait dupe de clore ce point sans parler du prix des denrées alimentaires. Dans les différents marchés, le prix des produits alimentaires et autres de première nécessité galope. Et enfin les soins de santé primaire approprié en restent un mystère.

SITUATION SOCIALE CULTURELLE

Au cours de l'année 2017, malgré l'implantation des comités de paix et de développement par le gouvernement provincial du Nord-Kivu soutenu par les acteurs sociaux locaux, malgré les appels et messages de la cohabitation pacifique entre

communauté lancés par un comité provincial des sages ou représentants des communautés de la province du Nord-Kivu appelé communément BARAZA LA WAZEE, suite à une résurgence d'insécurité entretenue par des groupes armés locaux et étrangers supposés alliés aux communautés locales, RUTSHURU a repris l'image des actes et propos de pureté identitaire basés sur des préjugés. Ils sont sources des contre-accusations et soupçons gratuits de part et d'autres et qui finissent par se solder par les incendies des églises et attaques entre communautés (cas de Kibirizi et Nyanzale).

SITUATION ENVIRONNEMENTALE COMMUNAUTAIRE

Dans le territoire de Rutshuru quelques avancées ont été observées concernant la protection de l'environnement, citons par exemples le Parc national de Virunga car avec le renforcement de sa capacité sécuritaire et la sensibilisation qu'ICCN mène localement en faveur des communautés locales, la population paysanne commence à avoir culture de la reboisement et fréquente de moins à moins le parc national pour y couper les bois. N'ayant moins, la population se plaint quelque fois d'être victime des menaces des animaux du parc en envahissant la chefferie; et que quand cette dernière veut refouler l'animal vers son habitation habituelle elle se voit parfois arrêtée, extorquée de l'argent par certains chefs locaux en complicité avec certains éléments de force de l'ordre qui l'accuseraient du braconnage. Citons par exemple dans la localité de KAKO en territoire de RUTSHURU. Par ailleurs, et de l'autre camps, la population se plaint de ne s'être jamais vu indemniser ou réparer par ICCN pour des dommages causés par les bêtes sauvages. Et pourtant qu'il devrait être vice versa. Seules les personnes qui essaient de passer les limites du PNVI se voient arrêtées et sévèrement sanctionnées. Ce que celle-ci qualifie de partialité.

SITUATION DE LA PROTECTION ET SECURITE DE DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Comme partout à ailleurs en RD Congo, les défenseurs de droits de l'homme ne cessent d'être victimes des menaces et représailles dirigés contre eux par soit les

membres des forces de sécurités, soit les acteurs étatiques locaux, soit les membres des groupes armés et enfin des hommes armés non autrement identifiés dans la province du Nord Kivu et à particulier en Territoire de Rutshuru et ses environs.

- En date du **26 /05/2017** vers 16h00 pendant la journée, Monsieur KATEMBO Pierre défenseur de droit de l'homme près la solidarité indépendante pour la défense de droits humains(SIDH) RUTSHURU et modérateur près la synergie TUTETEE HAKI ZETU, une plate forme des organisations opérant en ville de Goma, les hommes armés en tenue civile ont investis son domicile à Goma où à leurs premières opérations, ils ont démolis sa porte à son absence, de sa femme, de ses enfants ;ces derniers sont revenus vers 19h00 trouva la femme et les enfants qu'ils ont intimidés tout en recherchant le précité défenseur.
- Dans la même nuit du **26/05/2017** vers 2h00, Monsieur ANICET KATSUVA défenseur des droits de l'homme, président de l'organisation Ligue de sacrifice volontaire pour les droits de l'homme et d'environnement (LISVDHE)RUTSHURU/RUBARE et Coordonateur national de l'organisation CIVIL BRIGDE basé à Goma avait reçu dans son domicile situé au quartier Majengo /ville de Goma , 3 homme armés en tenue civile .Un parmi eux portait en manteau de la couleur bleu nuit et similaire à celui des éléments de la police congolaise. De leurs entrées dans ce domicile après avoir détruit la porte et les cadenas en serrure par des barres de fers ;le premier d'entre eux avait allumé son lampe torche. L'autre qui semblait peut être connaitre le domicile, il s'était à presser sur le contact pour allumer le courant. Cependant, opérant en tout éclairage, l'un s'était introduit dans la chambre du défenseur ; Ne l'y ayant pas rencontré, était rentré s'attaquer aux enfants et leurs intimider pour qu'ils disent ou serait leurs papa. Par même occasion, l'autre s'était introduit dans la chambre où ils étaient tombés sur un des collègues défenseurs de droits de l'homme et à cousin à celui-ci, qui leurs obliger à dire

où le recherché se retrouverait à l'instant même, avait tabassé reçu des coups de cross des fusils.

- Ce **02/05/2017** Monsieur NDAYAMBAJE Jean Le bon Défenseur de droit de l'homme membre de l'organisation LISVDHE/RUTSHURU ,avait été victime du kidnapping après l'avoir intercepter sur sa moto à CHUMIRWA vers 11h00 près de NTAMUGENGA par les hommes armés en tenue civile quand ce dernier voudrait accompagner une victime de violation des droit de l'homme et remette son rapport hebdomadaire à son hiérarchie à Goma, après un versement d'une rançon d'un montant de 300 dollars américains, le défenseur s'est retrouvé abandonné à BURAYI sur la route qui mène vers BUNAGANA, après l'introduction d'une plainte auprès le parquet de grande instance par son organisation de Goma par son organisation LISVDHE, le procureur aurait discerné une réquisition d'information auprès de l'entreprise de la téléphonie mobile pour dénicher l'identité de ravisseur à travers le numéro dont ils se sont servis pour recevoir la rançon ,le résultat probants sont déjà à la table du procureur et le dossier est encours.

VI. PROGRAMME D'ACCES DE TOUS A LA JUSTICE

ASSISTANCE JUDICIAIRE ET ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE

Via ce programme, et au cours de l'année 2017, LISVDHE a eu à assister judiciairement, juridiquement et gratuitement les indigentes et démunies victimes des violations des droits de l'homme, entre autres celles des viols et violences sexuelles, des tortures, d'arrestations arbitraires et autres actes inciviques. Au cours de cette activité noble, LISVDHE a eu à représenter certaines victimes près les cours et tribunaux et accompagnent juridiquement d'autres qu'elle ne cessait pas de recevoir près ces différentes cliniques juridiques. Pour cet effet, l'on peut citer par exemple :

- Ce **27 /10/2017** le dossier enregistré à l'instance judiciaire sous numéro : RCE 020 pour l'assignation en garde de l'enfant,

- Ce 03/03/2017 : RC 19110 pour la restitution d'une somme de 750 dollars américains,
- Ce 02/11/2017 : RP : 641 CD pour occupation illégale de terre,
- Ce 07/03/2017 : RC 19192 pour liquidation du régime matrimonial,
- Ce 21/11/2017 : RC 19223 pour déguerpissement,
- Ce 17/08/ 2017 : RP 550 pour la destruction méchante,
- Ce 14/11/2017 : RC : 19422 pour déguerpissement
- Ce 20/01/2017 : RP 066/CD pour destruction méchante et occupation illégale de terre
- Ce 23 /01 /2017 : RP 25.782/CD pour voies de fait et tentative de meurtre,
- Ce 25/01/2017 : RP 25.899 pour tentative de viol,
- Ce 28/02/207 : RP 25.378 pour viol d'enfant,
- Ce 3/08/207 : RP 25.854 pour viol d'enfant,
- Ce 15/09/2017 : RP 25.553 pour viol d'enfant,
- Ce 20/04/2017 : RP 23.913 pour viol d'enfant,
- Ce 22/07/2017 : RP 24.414 pour viol d'enfant,
- Ce 04/02/2017 : RP 25.787 pour viol d'enfant,
- Ce 02/05/2017 dans le village de MBUZI en territoire de RUTSHURU en Groupement de KISIGARI une femme de 45 ans dont éteignons son nom a été violé par un élément FARDC dont son chef hiérarchique c'était le capitaine NYATI DONNAY, jusqu'à nos jours personne ne sait la destination du présumé violeur ni la justice n'a pas mis la main sur le malfrat en dépit de la dénonciation qu'avait fait LISVDHE.

- C'est en date du **18/11/2017** que nous avons accompagnés et assistés juridiquement Mr NGIRIRA GAKOMEYE âgé de 47 ans qui s'était vu pourchassé, arrêté et détenu au Cachot de la PNC NKOKWE/KANYABUSORO par des policiers accompagnés par Mr EKUCHU, Commandant Second SCIAT PNC NKOKWE sous prétexte que le Précité son fils aurait détourné d'une manière frauduleuse les patates douces dans le Champ de Mr MBONGABA BIGIRIMANA non loin de son domicile. En revanche, c'est après trois jours de détention au SCIAT PNC NKOKWE/KANYABUSORO, la victime aurait déclaré à notre clinique juridique de RUMANGABO/KABAYA être en insécurité de circulation suite aux menaces de son ré-arrestation proféré contre lui par des précités policiers alors que son dossier était déjà introduit auprès du Ministère Publique à Goma (Parquet de Grande Instance).actuellement la victime est libre.
- Ce **13/07/2017** nous avons reçu et assister à notre clinique juridique, Monsieur KABAMBA SINAMENYE autrement au nom de KAGABO SEMAKI. Celui -ci se disait inquiet par des agents de la PNC/ BIRUMA et lui reprochant que Monsieur BAHATI KIMA de 23 ans, et fils de son frère avait volé l'outil de rabotage de la menuiserie de Monsieur NDAGIJE KAZADI pour aller le vendre à Monsieur JAJA de KABAYA. Comble est de voir qu'au lieu de s'attaquer au voleur et au receleur, par ambition d'une chasse à l'argent on s'attaquait à un innocent. Ce qui fait une poursuite illégale. Et pour cet effet et pour les mêmes faits, il faut rappeler que Mme NYIRANDEGEYA SINAMENYE qui n'en savait rien aussi, mais par le fait d'être membre de la famille du voleur, en avait été arrêté innocemment et extorqué de sa signature l'obligeant de payer les biens volés.
- Ce lundi **28/07/2017** le matin que nous avons vu Monsieur JEROME VIRIKUNZIRA sur l'avenue appeler notre fils BENOIT KATEMBO de 10 ans. Celui qui était encore au lit n'avait pas été trouvé .Monsieur JEROME

VIRUNZIRA ne l'ayant pas trouvé, il était retourné sans nous dire pourquoi il le cherchait. Et par conséquent, nous avons cru qu'il allait envoyer comme il en a l'habitude et surtout qu'il est notre voisin. Le plus comble, c'est de voir qu'après notre départ, celui-ci était revenu à notre absence où il avait retiré notre fils KATEMBO BENOIT de 10 ans pour aller le faire entrer dans son enclos et l'enfermer dans une des chambres de sa maison. La famille ne sachant pas sa destination, pour le retrouver, il a fallu que les enfants amis à celui-ci viennent dénoncer cet acte ignoble car ils en avaient vu de loin. Monsieur JEROME VIRIKUNZIRA ayant su que son plan avait été divulgué pour s'en essuyer la honte et chercher à se dédouaner de la poursuite judiciaire, a monté un scénario de viol sur sa fillette de 3ans. Ainsi, s'est dit l'amener à l'hôpital, où sans preuve il est fini par dire qu'il faut que l'affaire soit close en famille. Par le même objectif, et se croyant fort économiquement, pour nous obliger de céder, il a utilisé les personnes dites de l'ANR pour nous inquiéter. Avait déclarée à notre clinique juridique, Sous l'assistance de la LISVDHE l'affaire été clos au parquet de grande instance devant le ministère publique qui aurait proposé un arrangement l'amiable entre deux parties,

- Ce 16/10/2017, nous sommes 5 frères consanguins, entre autre MUDAHARINKA SEMAKERE, NIYIBIZI SEMAKERE, SAHANI SEMAKERE, MBAJIMBERE SEMAKERE et moi KAZANENDA SEMAKERE. A nous du sexe masculin, nous avons aussi 5sœurs. A la mort de notre père SEMAKERE, Monsieur MUDAHARINGA est resté responsable de tous les biens hérités de nos parents. C'est avec des réclamations liées à l'ouverture de cession et appui d'autres membres de la famille que celui-ci a su passer au partage à compte goutte de l'héritage. Attendu que je n'étais encore trop mineur, il a donné à chacun de mes grands frères sa quote-part de l'héritage du cujus. Devenu grand, il m'avait remis ce qui m'était réservé et ce qui me revenait et cela en pleine réunion de famille à laquelle mes oncles et tantes

avaient pris part. Rappelons qu'au cours de cette réunion, elle avait été recommandé à MUDAHIRINKA d'aller reconstruire le domicile de nos défunts parents ,domicile qui me logeait, et payer d'autres reliquats qui m'était aussi droit (Une moitié de la vache, épouser pour moi etc.). Et pour que celui-ci accepte à passer à l'ouverture de cette cession, il m'avait fallu être menacé à mort avait-il déclaré au clinique juridique ; LISVDHE avait assisté ce dernier auprès de l'instance judiciaire où son dossier a été ouvert sous le numéro RMP 33126/PR/AKIM ; actuellement la victime est sécurité est dossier poursuit sa procédure normale.

- Ce **08/09/2017**, dans le programme d'accès de tous à la justice, nous avons reçu les membres de la famille du Pasteur en personne de Monsieur MIDAGU SERUBONERA ces derniers, nous ont déclarés que ce dernier, au mépris de la procédure pénale, est victime d'une poursuite illégale lui imposé par Monsieur HABINGOMA officier de la police judiciaire et commandant PNC Ntamugenga à Ntamugenga. Monsieur MIDAGU est menacé d'être arrêté par des précités éléments de la police sans passer par ce qui est de la procédure pénale. Ceci se prouve par le seul fait qu'aucun mandat d'amener ait été décerné par la personne compétente (Ministère publique) pour que l'OPJ se mette à rechercher le monsieur faisant débat. D'après les dires des familiers de la victime, il se pourrait que Mme MUSABYI NDEGEJEHO fille de Monsieur NDEGEJEHO fût tombé malade. Adulte de son état, elle souffrait de ses pieds et ne savait pas à quel ange se vouer pour obtenir la guérison. Cependant, témoin des miracles opérés par ce pasteur, celle-ci avait recouru chez ce dernier. Des ces prières, le père de cette dame l'y avait retiré bien guérie et en bonne santé avant qu'il la transmette en Ouganda où elle était sorties ayant un bébé, et prétextant que ce pasteur serait le père à cet enfant. Aujourd'hui, le pasteur qui veut contester cette paternité comme il en est garanti par la loi, il s'est vu inquiété par des poursuites des éléments du poste

de la police précitée et cela sous prétexte de viol nous ont déclarés à notre clinique les victimes dont leurs dossier est encours auprès des instances compétentes.

- Le **04/07/2017**, reçu Mme KABUO MULYATANGO à notre clinique juridique, qui nous a déclarés que ca faisait 2ans cette dernière avait été abandonnée à son triste sort avec une charge de eux enfants, Son mari l'ayant rendu grosse à l'âge mineur ne voulait plus s'acquitter de ses responsabilités vis-à- vis de ses enfants, entre autre des soins médicaux, vêtements, nourritures etc. Avec l'assistance de la LISVDHE le dossier est encours au poste de la police de la protection de l'enfant et la femme et la dame est entrain d'être remise dans ces droits.
- Le **13/05/2017** , reçu Mme KYAKIMWA NOELLA à notre clinique juridique mère de 4enfants qui nous a déclarée être victime d' abandon et un délaissement d'enfants après plusieurs années de cohabitation avec son mari conclu par un mariage religieux à l'église catholique, son mari l'accusait être la porte malheur dans son foyer suite à une prophétie reçu de la bouche d'un pasteur ou prophète d'une église de réveil de la ville de Goma , Avec l'assistance de LISVDHE, le dossier a été introduite auprès de la police de la protection de l'enfant et la femme où le mari avait jugé bon en attendant de se séparé avec la pauvre dame en lui laissant une parcelle et un champs. Actuellement le dossier est encours.

Pour cet effet, LISVDHE **condamne** tout acte incivique dont continue d'être victime la population civile du Territoire de RUTSHURU et LUBERO et ses environs.

C'est pourquoi LISVDHE Recommande:

- **Au Gouvernement Congolais Politiques administratifs, militaires, Coutumières, Policières, judiciaires compétentes :**

- ❖ L'ouverture d'enquêtes crédibles et impartiales sur la situation des violations graves des droits de l'homme dans les Territoires de RUTSHURU et LUBERO enfin que toute personnes qui se sont rendues responsables d'infractions pénales congolaise puissent être jugées de manière équitable par des instances judiciaires compétentes dans le cadre des procédures conformes aux normes nationales en matière de procès équitable.
- ❖ De mettre en place une lois permettant de mettre en place des chambres spécialisées pour juger les crimes de geurres et crimes contre l'humanités perpétrées par les groupes armés à l'Est de la RDC,

Compte tenu de la gravité des abus présumés documentés lors des différentes missions d'enquêtes qu'a toujours effectué LISVDHE, elle estime que les principaux responsables soient les uns suspendues de leurs fonctions et les autres le règlement militaire leurs soient appliqués à l'attente des résultats d'une enquêtes judiciaires crédibles.

- ❖ Redynamiser les actions qui mettront fin significativement à l'activisme de groupes armés locaux et étrangers.

Toute fois lutter contre l'activisme des groupes armés en commettant d'autres actes ignobles, inciviques ne renforce pas l'état de droit dans les territoires de RUTSHURU et LUBERO, cela ne fait aggraver un climat d'inquiétude et d'angoisse dans le chef de la population.

L a population paysanne agriculteur des territoires de RUTSHURU et LUBERO serait mieux sécurisé par une armé professionnelle opérant d'une manière professionnelle et responsable dans le plus grand respect de la loi.

- ❖ L'ouverture d'une enquête dans les Territoire de Rutshuru et LUBERO où les groupes armés demeurent en petit dieux en commentant des actes ignobles contre les civils qui semblent être sans protection,

- ❖ Diligenter des enquêtes indépendantes en fin dénicher les vrais auteurs des extorsions et tracasseries dans les Territoire de RUTSHURU et LUBERO pour que la population récolte leurs produits dans toute sécurité,
- ❖ Redynamiser les actions concrètes qui mettront fin à l'activisme des Groupement armés dans le RUTSHURU et LUBERO,
- ❖ De ne pas banaliser les actes de kidnapping et les prendre comme des cas des règlements des comptes simple, mais plutôt comme des infractions et violations des droits de l'homme pouvant porter atteinte à la sécurité des individus et de l'état lui-même,
- ❖ De cesser d'intimider, harceler ni menacer quiconque qui veut hausser sa voix pour dénoncer ces actes de barbaries lui perpétrés par des officiels car c'est un droit garantie par constitution congolaise et par d'autres instruments internationaux tant régionaux qu'internationaux relatifs droits de l'homme dans l'ensemble,
- ❖ De renforcer les unités des Polices administratifs par des unités de Police de la Légion Nationale d'intervention Rapides en Territoire de RUTSHURU et LUBERO qui auraient prouvés sa capacité à Goma comme ailleurs au Nord Kivu après la défaite du M23,
- ❖ De s'acquitter pleinement de leur tâche primordiale, et bien attendu la sécurité des citoyens et leurs biens,
- ❖ Coopérer avec la population envie de leurs faciliter le démantèlement des groupes armés et autres associations des malfaiteurs qui sévissent dans le dit contrai,
- ❖ Fournir plus d'efforts et manifester la volonté de retrouver les malfaiteurs auteurs de Kidnapping et les référer devant les juridictions compétentes.
- ❖ De protéger les défenseurs de droit de l'homme et soutenir leurs travaux nobles.

Demeurant très préoccupé par la situation qui prévaut dans le Territoire de RUTSHURU et LUBERO et le niveau constamment élevé des violences et violations de droits de l'homme commises à l'encontre des civils,

Réaffirmant qu'il faut poursuivre rapidement les auteurs des violations des droits de l'homme,

LISVDHE prie instamment les Autorités congolaises provinciales, nationales et autres acteurs concernés, de prendre de mesure appropriées pour faire face à ce problème y compris dans le LUBERO et assuré la protection des victimes et leurs proches.

➤ **Aux acteurs du monde des droits humains**

- ❖ De soutenir les actions de **LISVDHE** qui malgré les menaces qui pèsent sur eux n'ont jamais baissé leurs bras.

Ainsi fait à Goma ce 25/01/2018

La Coordination